

*Le budget—M. Keyes*

C'est le message du gouvernement. Toutefois, une psychiatre renommée de Toronto décrivait récemment les répercussions à long terme que pourrait avoir ce budget. Elle parlait des milliers de jeunes issus de familles monoparentales qui, dans quinze ans, seront à la fois furieux et perplexes, et de leurs parents qui, tirillés de toutes parts, seront incapables de leur fournir l'environnement et les soins que toute société intelligente et généreuse qualifierait d'essentiels au bon développement de l'enfance.

Encore une fois, le gouvernement compte sur les plus vulnérables pour régler le problème que lui posent ses dépenses excessives, sans pourtant se soucier de ses responsabilités à long terme envers la société. Je ferai remarquer au vice-premier ministre que chaque fois qu'un moineau est tombé du ciel, son gouvernement lui a coupé les ailes et que nous l'en tenons responsable.

Le gouvernement pourrait répliquer que des millions d'autres Canadiens, qui ont de bons emplois et touchent de bons salaires, ne souffriront pas; au contraire, ils ne s'en porteront que mieux grâce au nouveau budget. Je lui répondrai que le gouvernement avec ce budget pointe sa mitrailleuse en direction des familles à revenu moyen, des petites entreprises et de leurs initiatives personnelles.

En 1988, l'impôt prélevé sur le revenu des particuliers représentait 47 p. 100 des dépenses de l'État, et l'impôt sur le revenu des sociétés, seulement 9 p. 100. Si, en 1988, la proportion des contributions du secteur privé avait été équivalente à celle des simples contribuables, le gouvernement du Canada aurait enregistré un excédent de 18,5 milliards de dollars.

Ce que les Canadiens trouvent particulièrement intolérable, c'est le fait que le gouvernement a intimidé les citoyens en préconisant la politique des taux d'intérêt élevés. Pourtant, il ne fait aucun effort pour récupérer une partie des profits élevés réalisés par les banques, afin d'en faire profiter nos citoyens, ceux qui ont permis ces profits. Qu'est-il devenu du projet que le gouvernement avait en 1987 d'imposer aux institutions financières un impôt sur la marge financière?

Le sentiment d'être victime d'une razzia fiscale est partagé par les petites entreprises du pays. M. Bullock, président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, prétend que les chefs de petite entreprise paient maintenant pour la gabegie du gouvernement depuis deux ans. Les petites entreprises vont crouler non seulement sous les impôts, mais également sous la pape-rasserie. M. Jeff Ruben, économiste en chef à la société Wood Gundy Limited, prédit une récession découlant de la politique du gouvernement.

A l'Université McMaster, dans ma circonscription d'Hamilton-Ouest, le gouvernement a décidé de ne pas

financer la rénovation du réacteur nucléaire McMaster qui, de l'avis de scientifiques internationaux, permettrait au réacteur de se glisser au cinquième rang mondial en ce qui a trait à la productivité et à la recherche. Les travaux de rénovation auraient coûté 18 millions de dollars, ce qui, par pure coïncidence, représente exactement le montant des compressions imposées à l'Énergie atomique du Canada. Fondamentalement, le Budget ne favorise pas l'initiative; il la décourage.

Le gouvernement continue de considérer l'automobile du Canadien moyen comme un luxe comparable aux péchés que sont l'alcool et les cigarettes. Depuis 1984, la taxe sur l'essence est passée de 1,5c. le litre à 7,5c. le litre. Le gouvernement oublie, semble-t-il, qu'il s'agit d'un pays vaste et souvent isolé dans lequel notre capacité de voyager est essentielle, afin de conserver des emplois ou rechercher de nouveaux débouchés nous permettant de prendre notre vie en main. Les Canadiens des régions rurales parcourent souvent de grandes distances, afin d'aller travailler, et ils ne peuvent compter que sur des services de transport public restreints. En moyenne, les automobilistes peuvent s'attendre à payer près de 600\$ par année en taxes sur l'essence, mais pour les gens des régions rurales qui ont besoin de leur véhicule, afin de vaquer à leurs occupations quotidiennes, ce montant sera deux fois plus important. Toutefois, ici encore, ce n'est pas une grande surprise pour nous car il y a d'autres aspects du budget qui menacent le mode de vie des Canadiens.

Il est déjà assez difficile dans ce grand pays de conserver un sentiment de solidarité fort et de ne pas se couper de ses racines. Pourtant, le gouvernement projette de s'en prendre à VIA Rail qui devra priver de ses services les localités qui en ont le plus besoin. Il ajoutera aussi une autre taxe aux appels interurbains alors que, dans notre pays, ces appels sont une nécessité et non un luxe, à cause de la distance.

Nous comprenons aussi le rôle du sport amateur dans la vie familiale des collectivités canadiennes. Nous savons qu'il joue un rôle essentiel dans l'épanouissement de nos enfants, dans leur initiation à de bonnes valeurs, à des valeurs solides, et nous savons aussi à quel point il est important pour garder en santé une population vieillissante. Des groupes de sport amateur ont fait plus qu'atteindre leur objectif, qui consistait à accéder à une grande autonomie financière au cours des quatre dernières années. Par exemple, dans le cas de l'Association canadienne de soccer, certaines filiales locales ont réussi à dépasser les objectifs fixés dans une entente prévoyant un partage égal des coûts avec le gouvernement pour se faire financer à 70 p. 100 par des sources privées. Comment récompense-t-on ces groupes de leurs efforts sur le plan financier? Une fois de plus, le gouvernement a rompu ses